

SOUS LA COORDINATION DE
C. DUCROT, N. FORTANÉ ET M. PAUL

NATURE **ET** SOCIÉTÉ

APPROCHES INTERDISCIPLINAIRES EN SANTÉ ANIMALE

DIALOGUE ENTRE SCIENCES SOCIALES
ET VÉTÉRINAIRES



éditions
Quæ

APPROCHES INTERDISCIPLINAIRES EN SANTÉ ANIMALE

DIALOGUE
ENTRE SCIENCES SOCIALES
ET VÉTÉRINAIRES

CHRISTIAN DUCROT, NICOLAS FORTANÉ,
MATHILDE PAUL, COORDINATEURS

Dans la collection Nature et société

Justice environnementale dans les espaces ruraux en Afrique
William's Daré, Alpha Ba (coord.)
2023, 224 p.

Attachements et changement dans un monde en transformation
François Bousquet, Tara Quinn, Frédérique Jankowski,
Raphaël Mathevet, Olivier Barreteau, Sandrine Dhénain
2022, 126 p.

Les communs. Un autre récit pour la coopération territoriale
Sigrid Aubert, Aurélie Botta (coord.)
2022, 272 p.

La publication de cet ouvrage a bénéficié du soutien financier
des UMR IRISSO, IHAP, ASTRE et d'INRAE.

Pour citer cet ouvrage :

Ducrot C., Fortané N., Paul M. (coord.), 2024. *Approches
interdisciplinaires en santé animale. Dialogue entre sciences sociales
et vétérinaires*, Versailles, éditions Quæ, 270 p.
doi:10.35690/978-2-7592-3971-9

Éditions Quæ
RD 10 – 78026 Versailles Cedex
www.quæ.com
www.quæ-open.com

© Éditions Quæ, 2024
ISBN papier : 978-2-7592-3971-9
ISBN PDF : 978-2-7592-3972-6
ISBN ePub : 978-2-7592-3973-3
ISSN : 2267-702X

Les versions numériques de cet ouvrage sont diffusées
sous licence CC-by-NC-ND 4.0.



9. APPORTS DES APPROCHES PARTICIPATIVES POUR IDENTIFIER LES PORTEURS D'ENJEUX.

L'EXEMPLE DE L'ANTIBIORÉSISTANCE EN ASIE DU SUD-EST

Chloé Bâtie, Marion Bordier, Mariline Poupaud, Ha Thi Thu Le, Flavie Luce Goutard

L'Asie du Sud-Est est une région en pleine croissance démographique et économique qui s'accompagne de changements culturels profonds. L'amélioration du niveau de vie d'une partie de la population a notamment entraîné des modifications dans le régime alimentaire de la jeune génération urbaine, qui mange de plus en plus de viande. Cette demande accrue en protéines animales a conduit à une révolution agricole en Asie du Sud-Est, et une transformation en profondeur des systèmes de production avec une augmentation de la taille des élevages et leur intensification. Les éleveurs ont souvent recours à une utilisation croissante d'antibiotiques afin de prévenir les maladies et de stimuler la croissance des animaux. En effet, ces pays sont confrontés à des taux élevés de maladies infectieuses. La région est souvent décrite comme un « *hotspot* » pour les zoonoses comme la grippe aviaire et la rage, ainsi que pour les maladies à caractère économique comme la fièvre aphteuse et la récente épidémie de peste porcine africaine, qui a entraîné la destruction d'une grande partie de la population porcine d'Asie du Sud-Est. Ces émergences de maladies sont souvent associées à une insuffisance en conseils et en soutien en matière de soins vétérinaires. La confluence de ces circonstances particulières, associées au peu de réglementations sur la vente et le suivi des antibiotiques, a entraîné l'émergence et la dissémination de la résistance aux antibiotiques (Roger et Ducrot, 2017).

Les interventions dans un seul secteur ne peuvent pas résoudre efficacement le problème de la résistance aux antibiotiques et lutter contre les maladies infectieuses puisqu'il s'agit de processus complexes.

Pour comprendre et traiter ces questions, il est nécessaire d'adopter des approches intégrées qui définissent les interconnexions entre les différentes composantes (humains, animaux et environnement). Pour que les politiques menées en Asie du Sud-Est aient un impact positif sur les populations vulnérables et réduisent les inégalités sociales, elles doivent s'appuyer sur une compréhension réaliste de la situation socio-économique de la région. Plus important encore, la mise en œuvre d'une politique intégrée doit s'inscrire dans le cadre de l'initiative « Une seule santé » ou *One Health* (Ducrot *et al.*, 2021).

La participation, en impliquant les parties prenantes dans la recherche de solutions aux problèmes qui les concernent, favorise leur engagement dans une perspective de changement durable. L'application de la participation à la recherche-action permet à la fois d'acquérir des connaissances scientifiques et de mener des actions concrètes sur le terrain, développées en concertation avec les acteurs porteurs d'enjeux et qui répondent à leurs besoins. Ces acteurs, identifiés individuellement ou par catégories, possèdent le capital technique en termes de connaissances mais aussi financier et social nécessaire pour induire le changement. Au travers de la problématique de l'utilisation des antibiotiques et de la résistance aux antibiotiques au Viêt-Nam et au Laos, nous tenterons d'apporter des éléments de compréhension méthodologiques mais également concrets sur l'apport des sciences participatives dans l'identification des porteurs d'enjeux et de leurs liens pour la gestion de la santé animale.

LES APPROCHES PARTICIPATIVES COMME OUTILS POUR IDENTIFIER LES PORTEURS D'ENJEUX

IDENTIFICATION DES PORTEURS D'ENJEUX

Les politiques de santé échouent souvent en raison d'un manque de compréhension du contexte dans lequel elles sont mises en œuvre. L'accent est trop souvent mis sur leur contenu technique, au détriment d'une analyse de leur contexte de mise en œuvre. Or, celui-ci, avec notamment les acteurs en présence et les interactions existant entre eux, joue un rôle dans l'acceptation et la compliance avec un nouvel instrument politique. Ces acteurs, des personnes ou des groupes, sont des porteurs d'enjeux car ils sont impactés directement ou indirectement par la politique. On peut distinguer différentes catégories d'acteurs : les décideurs politiques, les administrations, les partenaires techniques et financiers, les organisations non gouvernementales, les instituts de recherche, les entreprises du secteur privé, les membres de la société civile, etc.

Une des stratégies pour lutter contre la résistance aux antibiotiques (AMR) est la diminution de l'utilisation des antibiotiques par les

éleveurs. De nombreux pays ont tenté d'imposer cette diminution par le biais de réglementations et de programmes de sensibilisation. Or, ces stratégies ont largement échoué. Ces échecs peuvent en partie s'expliquer par la résistance des acteurs à modifier leurs pratiques et comportements si cela va à l'encontre de leurs intérêts (Goutard *et al.*, 2017). En effet, les porteurs d'enjeux, tels que les éleveurs, sont les premiers impactés par la mise en œuvre de ces stratégies, mais sont généralement très peu considérés dans leur processus d'élaboration. La prise en compte et l'analyse des différents porteurs d'enjeux permet de proposer des stratégies de réduction du risque d'AMR plus adaptées au contexte. Ces porteurs d'enjeux sont interconnectés et certains ont la capacité de s'allier au processus politique et de l'influencer (par le biais de leur leadership, de leur contrôle du pouvoir, ou des deux) afin de s'opposer à la réforme ou de la soutenir. Le processus participatif peut aider à rendre explicites les stratégies et les relations sociales des porteurs d'enjeux, et ainsi favoriser l'élaboration de réglementations adaptées.

APPROCHES PARTICIPATIVES ET SOCIO-ANTHROPOLOGIQUES

Les approches participatives reposent sur la capacité des communautés à analyser et à résoudre leurs propres problèmes pour améliorer leurs conditions de vie. L'épidémiologie participative mobilise la participation pour obtenir des données épidémiologiques de la part des acteurs locaux, et intégrer les savoirs ethnovétérinaires dans l'élaboration des stratégies de prévention et de contrôle des maladies animales (Alders *et al.*, 2020). De la simple consultation des communautés par les chercheurs jusqu'à leur auto-mobilisation en dehors de tout organisme extérieur, l'engagement des acteurs varie selon les projets de recherche. Les approches participatives mobilisent des méthodes et outils de la recherche qualitative, habituellement employés dans le domaine des sciences sociales.

Les méthodes participatives se veulent flexibles, s'adaptant au contexte et aux besoins des communautés engagées. Les approches participatives supposent le respect des savoirs locaux, l'ouverture d'esprit et la curiosité. Les chercheurs doivent adopter une démarche réflexive, en analysant de manière critique leurs propres biais cognitifs et de posture. Les données sont habituellement recueillies à l'aide d'entretiens semi-structurés ou semi-dirigés. Ceux-ci sont conduits en se référant à un guide d'entretien qui liste les thématiques à aborder afin de répondre à une ou aux questions de recherche mais qui n'a pas vocation à être exhaustif. La discussion se déroule en posant des questions ouvertes non prédéfinies laissant une liberté d'expression aux participants. Ces entretiens peuvent être conduits de façon individuelle ou avec des groupes d'individus, ce qui permet de confronter des opinions, d'identifier

différentes postures et de caractériser les interactions entre participants. Au cours de ces entretiens, des outils visuels et interactifs peuvent être utilisés pour faciliter l'expression des points de vue et permettre aux acteurs d'avoir une posture réflexive sur la manière dont leurs réponses ont été comprises et capturées.

Afin d'identifier les parties prenantes opérant à une échelle locale, les approches socio-anthropologiques permettent de s'approcher de la réalité en suivant le quotidien des individus, leurs conversations, et d'observer les relations qu'ils entretiennent avec d'autres personnes (Olivier de Sardan, 2008). L'observation participante consiste à effectuer un séjour prolongé chez les personnes enquêtées, ce qui permet d'observer les relations entre individus mais aussi de participer à leur vie quotidienne. Cela rend possible d'identifier les acteurs ayant modifié leur pratique ainsi que les facteurs systémiques ayant participé à ce changement.

Le contenu de ces entretiens et les comptes rendus des observations sont le plus souvent analysés par une méthode d'analyse thématique qui permet d'identifier des thèmes et des schémas dans les retranscriptions. Le résultat de cette analyse offre de précieuses informations sur les porteurs d'enjeux et leurs motivations. Les limites de ces approches sont celles décrites dans toute recherche qualitative, avec un risque de sur-représenter certaines opinions et de ne pas aborder des sujets sensibles. La traduction, lorsqu'elle est nécessaire, doit également être effectuée avec soin. Finalement, la subjectivité des enquêteurs est à prendre en compte, renvoyant à la nécessaire posture de réflexivité.

ANALYSE CARTOGRAPHIQUE DES PARTIES PRENANTES

L'analyse cartographique des parties prenantes ou *Stakeholder Mapping and Analysis* (encadré 9.1) est une méthodologie adaptée afin de répondre à des enjeux de politiques publiques à une échelle nationale et supranationale. Cette approche participative vise à évaluer la faisabilité d'application d'une politique publique en analysant la position des acteurs par rapport au sujet et les relations qui existent entre eux. Cette méthode a été utilisée dans le cadre de la mise en place d'un système de surveillance *One Health* de la résistance aux antibiotiques, d'un plan de lutte contre la peste porcine africaine au Viêt-Nam (encadré 9.2), et du développement de nouvelles réglementations pour lutter contre la résistance aux antibiotiques au Viêt-Nam et au Laos. Bien qu'il n'existe pas de méthodologie prédéfinie, plusieurs guides ont été rédigés pour décrire l'approche générale et les outils pour la mobiliser (Schmeer, 1999; Zimmermann et Maennling, 2007).

On peut donc citer quelques étapes communes à ces guides telles que l'identification de la politique publique, les objectifs de l'analyse,

l'identification des acteurs clés, l'identification des attributs des acteurs et de leurs relations qui sont d'intérêt pour l'analyse, la réalisation du guide d'entretien, la collecte et l'enregistrement des données. L'analyse se focalise entre autres sur les caractéristiques structurelles des acteurs, leur niveau de ressources, leur légitimité et leurs relations de pouvoir, leurs intérêts et leur influence en lien avec le sujet, leur posture par rapport à la politique ainsi que les relations existant entre eux. La cartographie et l'analyse des porteurs d'enjeux fournissent des informations sur les principaux groupes cibles et acteurs influencés par les changements proposés, ce qui permet de prévoir leur soutien ou leur opposition. Ces informations peuvent être utilisées pour proposer des mesures visant à accroître les moyens en faveur du changement et à minimiser celles qui s'y opposent. Les entretiens participatifs responsabilisent les participants en leur permettant d'esquisser leur système idéal et les améliorations souhaitées. Cette approche rend également possible de reformuler facilement les informations et de recouper les données narratives avec des informations graphiques. Cette représentation, associée à des entretiens avec les acteurs clefs identifiés, permet d'identifier les barrières et motivations à la mise en œuvre de la politique. Cela offre ensuite de formuler des recommandations pour améliorer leur acceptabilité et leur mise en application sur le long terme, comme nous l'illustrerons avec les trois études de cas présentées ci-dessous.

Encadré 9.1. L'analyse cartographique des parties prenantes

L'analyse cartographique des parties prenantes ou *Stakeholder Mapping and Analysis* (SMA) est un processus systémique d'analyse des relations entre les parties prenantes pour identifier les intérêts devant être pris en compte avant le développement d'une politique publique ou d'un projet afin d'en favoriser la mise en œuvre (Schmeer, 1999). Les parties prenantes sont les acteurs pouvant avoir un impact ou être impactés par les décisions prises. Ce processus permet d'inclure les parties prenantes dans l'élaboration de futures politiques publiques mais aussi de comprendre le contexte politique afin d'évaluer la possibilité de mise en œuvre et d'application de futures décisions. Cette méthode vise à collecter des informations sur les relations entre les acteurs et à étudier leurs liens d'influence, leurs rôles, leur pouvoir et leurs intérêts sur le processus de changement (Zimmermann et Maennling, 2007). Schmeer et la coopération technique allemande (GTZ) proposent tous deux des guides en respectivement huit et dix étapes pour mettre en œuvre la méthode.

Encadré 9.2. La peste porcine africaine au Viêt-Nam

Le Gouvernement vietnamien a mis en œuvre des stratégies proactives pour lutter contre la peste porcine africaine (PPA) depuis février 2019 (Long, 2020). Une cartographie avec analyse d'acteurs a été menée pour comprendre les perspectives des porteurs d'enjeux sur les différentes régulations qui ont été appliquées depuis le début de la crise sanitaire (figure 9.1). L'étude comprenait des entretiens et des discussions de groupe avec des représentants d'organismes gouvernementaux, d'organisations internationales, de coopératives et du secteur privé. Les résultats ont révélé que les abattoirs et les commerçants illégaux contribuaient de manière significative à la propagation de la PPA. De leur côté, les éleveurs reçoivent des conseils des autorités locales et du secteur privé sur les stratégies de prévention de la PPA et sur l'assistance technique en matière de production animale. Les éleveurs sont motivés pour suivre les règles de biosécurité, s'inscrire à la certification d'«établissement indemne de maladies» et obtenir la certification VietGAHP (*Vietnamese Good Animal Husbandry Practice*) afin d'améliorer la durabilité de leur exploitation et de réduire le risque de maladie. Ces normes volontaires sont réglementées par le Gouvernement dans le but de garantir la sécurité et d'améliorer la qualité des produits. Le certificat d'absence de maladies animales permet aux fermes d'être dispensées d'effectuer des tests de dépistage des maladies certifiées pendant les échanges commerciaux, ce qui facilite les exportations de denrées issues de l'élevage. D'autre part, le certificat VietGAHP garantit le bien-être des producteurs et des consommateurs, protège l'environnement et facilite la traçabilité de l'origine des produits. Cependant, les éleveurs se heurtent à des obstacles dans l'obtention de ces certificats en raison de connaissances limitées, d'avantages perçus peu clairs, de coûts d'investissement supplémentaires et de problèmes de confiance avec les services vétérinaires officiels. En outre, l'établissement d'une distance de sécurité minimale entre les exploitations et les zones résidentielles est difficile à appliquer en raison des restrictions financières et foncières. Les éleveurs sont également freinés par des procédures de certification compliquées et des bénéfices insuffisants.

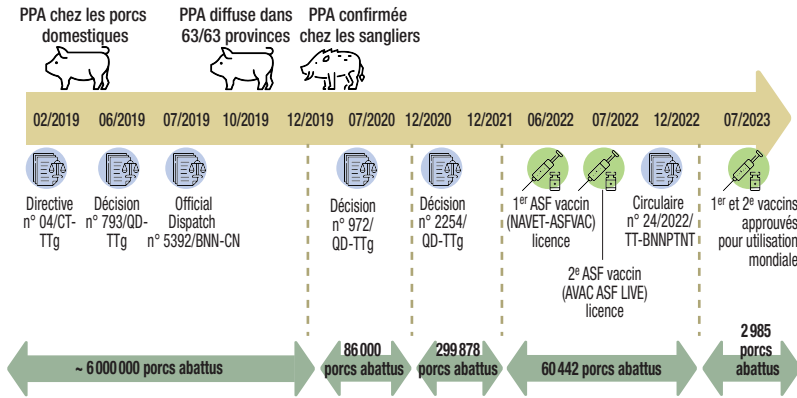


Figure 9.1. Chronologie de l'émergence de la peste porcine africaine dans les populations de porcs domestiques et sauvages du Viêt-Nam, parallèlement à la mise en œuvre de nouveaux protocoles de biosécurité et d'une réglementation pour certifier les sites d'élevage indemnes de maladie.

ILLUSTRATION DE CES APPROCHES PAR DES ÉTUDES DE CAS

ANALYSE DE LA FAISABILITÉ DE LA MISE EN PLACE D'UNE SURVEILLANCE *ONE HEALTH* DE LA RÉSISTANCE AUX ANTIBIOTIQUES AU VIÊT-NAM

Le Viêt-Nam a publié entre 2013 et 2017 plusieurs documents qui posent les bases d'une stratégie interministérielle de lutte contre la résistance aux antimicrobiens, qui comprend la mise en place d'un système de surveillance intégrée *One Health* de la résistance aux antibiotiques. Un tel système demande de la part des acteurs des changements de pratiques profonds, notamment en matière de collaboration entre secteurs et professions pour la gouvernance et la réalisation des activités de surveillance. Afin d'analyser la faisabilité de mise en œuvre de cette stratégie, une analyse des porteurs d'enjeux a été effectuée pour identifier les acteurs concernés et/ou influençant la stratégie de surveillance et pour les caractériser par rapport à la mise en place d'un système de surveillance *One Health*, en termes de (i) capacités techniques (compétences, connaissances, ressources), (ii) capacités sociales (pouvoir, flexibilité, motivation à collaborer, fiabilité), (iii) posture (légitimité, implication, confiance). L'analyse du positionnement des acteurs par rapport à la stratégie développée à un haut niveau décisionnel et sous l'impulsion des partenaires techniques et financiers a permis d'identifier les facteurs susceptibles d'influencer l'instauration des collaborations

nécessaires au succès de la stratégie de surveillance. L'engagement actif des personnes interrogées dans cette approche favorise la responsabilisation et facilite les conversations sur le système de surveillance. Sur cette base, des recommandations ont pu être produites pour améliorer les capacités techniques et sociales des acteurs à opérationnaliser la stratégie (Bordier *et al.*, 2021).

L'étude a identifié 40 porteurs d'enjeux directement concernés par le système national de surveillance, appartenant aux catégories suivantes : autorités compétentes (vingt), instituts de recherche et universités (six), partenaires techniques et financiers (six) et industriels (huit). Ces acteurs opéraient dans sept domaines professionnels : la santé et la production animale, la santé humaine, la santé végétale, la santé de l'environnement, la sécurité des aliments, la fabrication et la distribution de médicaments. Parmi ceux-ci, 25 ont été sélectionnés pour participer à des entretiens, dont sept des autorités compétentes, cinq des instituts de recherche et universités, six partenaires techniques et financiers, et sept industriels.

L'étude a identifié sept obstacles à l'opérationnalisation de la stratégie de surveillance *One Health* : l'absence de cadre de gouvernance adapté, les divergences de culture institutionnelle, le niveau de connaissance et les capacités techniques des acteurs, l'allocation inappropriée de ressources, les intérêts commerciaux, et l'influence des partenaires techniques et financiers. Sur la base de ces résultats, un nouveau modèle de gouvernance a été proposé pour accompagner la mise en place de la stratégie.

LE MARCHÉ DU MÉDICAMENT VÉTÉRINAIRE AU LAOS

Pour s'aligner sur les exigences internationales, le Gouvernement du Laos développe depuis 2018 de nouvelles réglementations en santé animale pour réduire les risques associés à la résistance aux antibiotiques. Ainsi, une nouvelle réglementation a été introduite rendant obligatoire l'obtention d'une ordonnance pour acheter des antibiotiques à usage vétérinaire. Jusqu'alors, les ventes d'antibiotiques à usage vétérinaire dans le pays étaient en grande partie en vente libre et certains antibiotiques considérés comme essentiels pour la médecine humaine sont largement utilisés par les éleveurs. Notre étude, menée en amont de la mise en place de ces réglementations, s'interrogeait sur le potentiel de ces réglementations pour diminuer la vente et l'utilisation des antibiotiques vétérinaires au Laos (Poupaud *et al.*, 2021).

Dans un premier temps, des approches participatives ont été utilisées pour pallier le manque de données sur l'utilisation des médicaments vétérinaires. Un atelier participatif réunissant dix acteurs clés, notamment des membres des services vétérinaires à l'échelle nationale, régionale et locale, des éleveurs et des pharmaciens, a permis de cartographier la chaîne d'approvisionnement en antibiotiques vétérinaires au

Laos. Cet atelier a identifié 23 porteurs d'enjeux qui seront concernés par les nouvelles réglementations : acheteurs, vendeurs ou utilisateurs d'antibiotiques vétérinaires. Différents types d'élevages ont été identifiés (familial, semi-commercial ou intégré à une entreprise multinationale), ayant des sources d'approvisionnement en antibiotiques différentes. Par la suite, 27 entretiens individuels semi-directifs ont été menés avec des porteurs d'enjeux pour mieux comprendre les liens entre ces différents acteurs, mais aussi les facteurs socio-économiques les poussant à l'utilisation d'antibiotiques.

Cette étude a mis en avant différents facteurs expliquant l'utilisation des antibiotiques dans les élevages. Il est par exemple fréquent pour les éleveurs de type semi-commercial d'acheter des antibiotiques à des « distributeurs d'antibiotiques ». Ces distributeurs agissent individuellement et se fournissent en antibiotiques dans les pays voisins pour les importer au Laos et peuvent directement aller démarcher les éleveurs pour les vendre. Ces « passeurs d'antibiotiques » sont ainsi très difficiles à contrôler, car ils n'agissent pas en réseau structuré. Parmi les élevages de type semi-commercial, des éleveurs non laotiens venant de pays voisins ont été identifiés comme de grands utilisateurs d'antibiotiques. Cette utilisation favorise la croissance et diminue le temps d'engraissement de leurs animaux. Selon les éleveurs locaux, ces éleveurs étrangers participent alors à la diminution du prix de la viande sur les marchés. Les éleveurs locaux, poussés par le contexte économique compétitif, intensifient en conséquence leur usage d'antibiotiques. Finalement, les entretiens ont révélé une utilisation d'antibiotiques par des éleveurs pour remédier à leur désarroi quand ils connaissent des épisodes épidémiques dans leur élevage et qu'ils n'ont pas accès à des services vétérinaires. Ce manque d'accès à des soins vétérinaires était expliqué soit par l'implantation d'élevages dans des endroits reculés, soit par le manque de professionnels en santé animale dans certaines régions. Quant aux élevages intégrés à des multinationales, il était très difficile d'obtenir des données, ces élevages n'étant pas ouverts aux visites, notamment des services vétérinaires et des chercheurs. La ligne de conduite sur la diminution d'utilisation d'antibiotiques affichée par les multinationales était ainsi impossible à contrôler. Ainsi, à travers cette étude, nous faisons l'hypothèse qu'il sera difficile de diminuer l'utilisation d'antibiotiques vétérinaires par le seul biais de la réglementation en raison de la nature évolutive de la chaîne d'approvisionnement en antibiotiques vétérinaires, des facteurs économiques, et du manque d'interaction entre les vétérinaires et les éleveurs.

Pour mettre en place une diminution d'utilisation d'antibiotiques vétérinaires, un système de gouvernance à l'échelle locale s'appuyant sur les contributions des porteurs d'enjeux pourrait appuyer une gouvernance nationale. Cette gouvernance locale permettrait ainsi de prendre en

considération les enjeux des différents types d'acteurs et de les accompagner dans une démarche de diminution d'utilisation d'antibiotiques. En outre, il semble également nécessaire que le réseau de professionnels de santé animale soit renforcé et que le prix de la viande soit encadré. Finalement, cette étude a également permis d'initier un dialogue entre ces différents acteurs autour d'un enjeu commun qu'est l'AMR.

STRATÉGIES DE RÉDUCTION D'UTILISATION DES ANTIBIOTIQUES AU VIÊT-NAM

Au Viêt-Nam, la production de poulets est en pleine expansion et s'accompagne d'une forte utilisation d'antibiotiques à des fins prophylactiques. Les antibiotiques sont facilement accessibles, peu onéreux et permettent aux éleveurs de sécuriser leur production. Des stratégies existent pour en réduire l'usage mais elles sont difficilement mises en place. L'objectif de cette étude est de co-développer avec les acteurs de la filière poulets et de la chaîne de distribution du médicament vétérinaire des stratégies pour réduire l'utilisation des antibiotiques. Une première étude exploratoire comprenant des entretiens avec des personnes ressources a permis d'obtenir une première représentation des systèmes de production de poulets, du médicament vétérinaire, et d'identifier les porteurs d'enjeux.

Afin d'identifier les points de blocage et les leviers pour la mise en œuvre de nouvelles réglementations à une échelle nationale, nous avons réalisé une analyse cartographique des parties prenantes. Un premier *focus group* avec 12 participants a été organisé, suivi de 39 entretiens semi-structurés. L'étude a ainsi identifié 30 porteurs d'enjeux de la chaîne de distribution du médicament vétérinaire, dont des acteurs du secteur privé, public, et des partenaires internationaux. Il s'agit d'acteurs exerçant une influence sur la mise en œuvre des réglementations, comprenant les autorités gouvernementales nationales et provinciales, les partenaires internationaux, les importateurs et distributeurs d'antibiotiques, et les intégrateurs opérant à une échelle régionale ou supérieure. Les réglementations semblent alors davantage adaptées aux grands groupes, ce qui facilite leur mise en œuvre par ces acteurs. *A contrario*, les acteurs locaux tels que les éleveurs ou les vendeurs de médicaments n'étaient que peu ou pas impliqués dans le processus législatif bien que concernés par celui-ci. Cela a conduit à des écarts entre réglementations et réalité du terrain pour ces acteurs. Tout comme le travail réalisé au Laos, l'étude conclut qu'une meilleure gouvernance locale permettrait une meilleure acceptabilité et mise en œuvre de ces politiques publiques.

Nous avons par la suite exploré la façon dont les porteurs d'enjeux, à une échelle locale, s'adaptaient à la nécessité de réduire l'utilisation d'antibiotiques en explorant les facteurs systémiques du changement (Bâtie *et al.*, 2023). Nous avons utilisé une approche

socio-anthropologique mobilisant des outils participatifs en conduisant des entretiens semi-structurés auprès de 18 éleveurs de poulets et 11 vendeurs de médicaments. Par la présence des chercheuses sur le terrain pendant plusieurs semaines, l'implication de chercheurs locaux mais aussi des services vétérinaires et des autorités locales, l'enquête a permis d'identifier des acteurs clés du changement dans la zone étudiée. Nous avons ainsi identifié un réseau d'éleveurs appartenant à une coopérative qui utilise moins d'antibiotiques. Les éleveurs supplémentent leurs animaux en probiotiques fabriqués localement par le fondateur de la coopérative. Cette coopérative s'est aussi avérée liée à un vétérinaire influent de la zone et à un revendeur de poulets à Hanoi. L'étude montre que le réseau social et les relations qui le composent (liens de parenté, influence, légitimité) sont un levier pour les changements de pratique.

La suite du travail a consisté à organiser des ateliers participatifs de co-construction à une échelle locale. Une partie des personnes enquêtées dans l'étude précédente, dont le fondateur de la coopérative et le vétérinaire, a donc été conviée à co-développer de façon participative des solutions adaptées pour réduire l'utilisation des antibiotiques. Le leadership de ces deux acteurs a permis un support de discussion autour de la vaccination et de la création d'une coopérative utilisant moins d'antibiotiques. Des plans d'actions ont ainsi été co-construits sur l'amélioration de la formation des éleveurs et des vendeurs de médicaments.

IMPACT DES APPROCHES PARTICIPATIVES SUR LA GESTION DE LA SANTÉ ANIMALE

Les approches participatives offrent d'une part d'identifier les porteurs d'enjeux concernés par une problématique de santé animale, et d'autre part de co-construire des connaissances autour de cette problématique. En effet, ces approches, grâce à l'aide des acteurs de terrain, permettent de collecter des données, notamment dans des terrains où celles-ci sont rares, comme au Laos où peu d'informations sur l'utilisation d'antibiotiques vétérinaires étaient répertoriées.

L'impact souhaité de ces approches est la mise en place de mesures préventives visant à diminuer le risque sanitaire, ce qui implique souvent des changements de pratiques, comme une moindre utilisation d'antibiotiques par les éleveurs. Les changements de pratiques sont des processus influencés par de nombreux facteurs. Ainsi, une réglementation, si elle n'est pas accompagnée d'autres mesures, ne suffira pas à aboutir à des changements. Mais, outre la collecte de données, le processus participatif en lui-même constitue le résultat. Ces processus permettent de créer un support de discussion, de rencontre, d'innovation mais aussi d'identifier de nouveaux problèmes ne faisant pas partie des objectifs de recherche initiaux. Le climat de confiance créé par la présence prolongée des

chercheurs sur le terrain participe à l'engagement des acteurs, à élaborer une vision commune du problème de santé, et à identifier les changements de pratiques nécessaires. Ainsi, le processus participatif peut intervenir dans la mise en place de nouvelles pratiques et de mesures de prévention.

La figure 9.2 décrit le processus d'engagement des acteurs entrepris au Viêt-Nam autour de la problématique de résistance aux antibiotiques. Ainsi, différents porteurs d'enjeux publics (chercheurs vietnamiens, services vétérinaires) et privés (le vétérinaire et le fondateur de la coopérative) ont pu être identifiés et inclus au cours de l'étude.

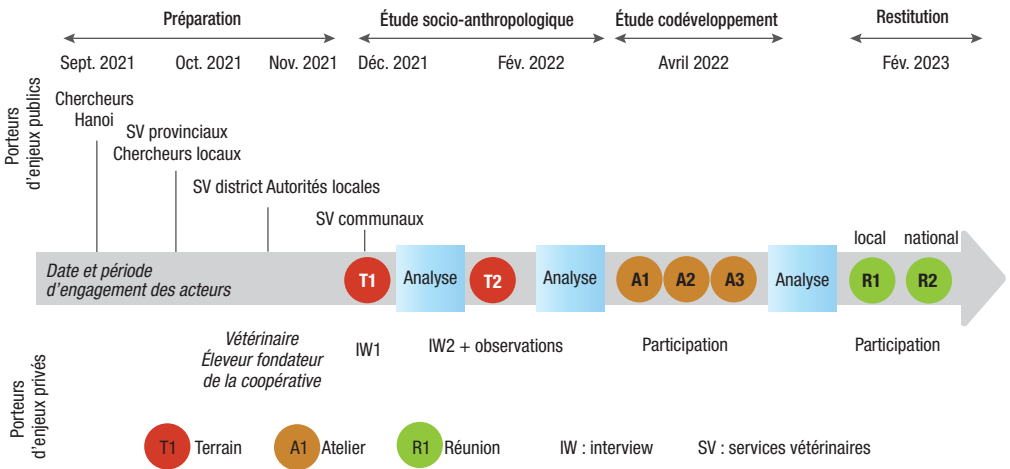


Figure 9.2. Représentation graphique de l'engagement des porteurs d'enjeux via des approches participatives pour le co-développement de stratégies pour réduire l'utilisation des antibiotiques (province de Thai Nguyen, Viêt-Nam, 2021-2023).

CONCLUSION

Les approches participatives, en impliquant les communautés, contribuent à l'identification de porteurs d'enjeux pouvant par la suite amorcer le processus de changement. Dans ces processus, il faut souligner l'importance de réfléchir dès le début aux impacts positifs que l'on souhaite avoir par ces actions, et aux possibles impacts négatifs. Les réflexions sur l'impact s'appuient sur la théorie du changement qui met en évidence les liens de causalité expliquant le changement. Le suivi-évaluation permet d'évaluer l'impact de ces approches et d'assurer le suivi des projets.

Finalement, ces études soulèvent la question de l'échelle à laquelle ces approches sont mobilisées. Contrairement à la surveillance *One*

Health, tout comme à l'étude de cas au Laos où les ateliers ont été réalisés à l'échelle nationale, l'étude de cas au Viêt-Nam sur les changements de pratique a été conduite à une échelle locale, que ce soit les entretiens ou les ateliers. Un des enjeux est maintenant de revenir à une échelle nationale pour produire des recommandations plus générales.

BIBLIOGRAPHIE

- Alders R.G., Ali S.N., Ameri A.A., Bagnol B., Cooper T.L., Gozali A., Hidayat M.M., Rukambile E., Wong J.T., Catley A., 2020. « Participatory Epidemiology: Principles, Practice, Utility, and Lessons Learnt ». *Frontiers in Veterinary Science*, 7, doi:10.3389/fvets.2020.532763
- Bâtie C., Tran Minh H., Thi Vu V.A., Thuy Luong D., Thi Pham T., Fortané N., Pham Duc P., Goutard F.L., 2023. Reducing antimicrobial use in chicken production in Vietnam: Exploring the systemic dimension of change. *PLOS One*, 18(9), p.e0290296.
- Bordier M.M., Goutard F.L., Antoine-Moussiaux N., Pham-Duc P., Lailler R., Binot A., 2021. Engaging stakeholders in the design of one health surveillance systems: a participatory approach. *Frontiers in Veterinary Science*, 8, 646458, doi:10.3389/fvets.2021.646458
- Ducrot C., Hobeika A., Lienhardt C., Wieland B., Dehays C., Delabouglise A., Bordier M., Goutard F., Patel E., Figuié M., Peyre M., 2021. Antimicrobial resistance in Africa. How to relieve the burden on family farmers. *Emerging Infectious Diseases*, 27(10), 2515-2520, doi:10.3201/eid2710.210076
- Goutard F.L., Bordier M., Calba C., Erlacher-Vindel E., Góchez D., De Balogh K., Benigno C., Kalpravidh W., Roger F., Vong S., 2017. Antimicrobial policy interventions in food animal production in South East Asia. *BMJ (Clinical research ed.)*, 358, j3544, doi:10.1136/bmj.j3544
- Long N.V., 2020. African Swine Fever in Vietnam-Lessons Learnt.
- Olivier de Sardan J.-P., 2008. *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-neuve, Bruylant-Academia, 368 p.
- Poupaud M., Putthana V., Patriarchi A., Caro D., Agunos A., Tansakul N., Goutard F.L., 2021. Understanding the veterinary antibiotics supply chain to address antimicrobial resistance in Lao PDR: Roles and interactions of involved stakeholders. *Acta Tropica*, 220, p.105943.
- Roger F., Ducrot C., 2017. Antibiotiques en agriculture : réduire leur usage tout en limitant les risques sanitaires et socioéconomiques au Sud, Cirad, Montpellier, Perspective 39, 4 p., doi:10.18167/agritrop/00041
- Schmeer K., 1999. Guidelines for Conducting a Stakeholder Analysis, Bethesda, MD: Partnerships for Health Reform, Abt Associates Inc., 42 p., https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pnacm410.pdf
- Zimmermann A., Maennling C., 2007. Multi-stakeholder management: Tools for Stakeholder Analysis: 10 building blocks for designing participatory systems of cooperation, Promoting participatory development in German development cooperation, Eschborn: GTZ, 64 p., <https://www.fsnnetwork.org/sites/default/files/en-svmp-instrumente-akteursanalyse.pdf>